L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 29 AOUT 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 29 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par S. Guinault, à la Bourse de Nouveautés et des Encanteurs, rue Royale.—L'UN DES PLUS BEAUX TOUTES LES BAISSES ET AMELIORATIONS, non à la rue Ste-Anne.—2 jolie petite maison rue Morales, près des Champs-Elysées, No. 49 ; mise à prix $1,000. Sera vendue entre les rues Bourgogne, Remparts, Quartier et Hôpital.

Par W. W. McCullough, bureau No. 81 rue du Camp,—deux goelettes et un sloop.

Par Vincent & Co., aux Nos. 61 et 64 de la rue de la Bourse—habillements et literie de messieurs.

Moulins à Coton.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Dettes de l'Etat.

Le *Republican* prend à tâche, depuis quelque temps, de rappeler les antécédents financiers de l'Etat, dans le but de montrer que les dettes ne viennent pas toutes du gouvernement républicain et que leur origine est due en grande partie à la Législature démocratique élue en 1865. Il y a dans cette prétention du journal officiel une maladresse insigne, car dont ce qu'il avance est en contradiction avec les données et les aperçus que nous trouvons dans les rapports qui ont été faits positivement par les propres officiers de finance du gouvernement radical.

Ainsi : le *Republican* dit hardiment que la Législature démocratique, en 1866, fit des allocations générales et spéciales pour $1,300,349 65, en 1867, pour $510,000 ; nous négligeons les cents comme indignes de figurer dans ces comptes gigantesques ; ce qui porte le total des allocations de cette assemblée à $17,190,454. Mais si ces chiffres étaient exacts, l'ancienne taxe de 1|3 de 1 p. 0|0. n'ayant pas été augmentée, il en serait résulté que, dès cette époque, la dette de l'Etat, avec celle qui existait avant la guerre, se fut élevée au moins à 20 millions.

Or, nous voyons dans le rapport de M. G. M. Wickliffe auditeur d'Etat, qu'au 31 décembre 1868 la dette capitalisée de l'Etat n'excédait pas $4,200,000, et que la dette flottante totale était de $1,623,762, ce qui faisait un grand total de $5,823,762. Cela est bien loin des 20 millions du *Republican*. Nejons bien que nous comprenons dans ce total un million en bons émis par la Législature républicaine de 1868, ce qui réduit à $4,823,762 la dette faite par celle qui lui succéda, en comprenant dans de chiffre les 4 millions de dette antérieures à la guerre. Il ne reste donc pour le compte de cette dernière Législature qu'une responsabilité d'environ cinq millions, au lieu de 17 millions d'après le *Republican*. Si nous faisons maintenant entrer en ligne de compte, et nous devons le faire pour être juste, les immenses besoins auxquels il fallait pourvoir et qu'on gualait de tous côtés, après les désastres d'une guerre de 4 ans, nous devons dire que cette Législature démocratique de 1865, se conduisit avec une prudence extrême et une réserve digne d'éloges, car alors elle avait tout pouvoir.

On pourrait objecter à la rigueur qu'ayant voté des allocations pour beaucoup plus d'argent qu'elle n'avait, elle laissa à la Législature radicale qui lui succéda, une liquidation lourde et difficile à faire. Non, pas très lourde, cependant, car elle ne figure dans les comptes de M. Wickliffe et dans ceux de M. Mos. Graham, auditeur que pour $907,300.

Ainsi donc, d'après les récapitulations financières de ces deux auditeurs, dont l'un succéda à l'autre sans lacune, la Législature démocratique se laissa, à la fin de son terme qu'une dette d'environ 8 millions avec une liquidation très facile et peu gênante.

Supposons maintenant qu'elle eut augmenté, sans la décupler comme le gouvernement radical le fit bientôt après, la taxe presque nominale de l'ancien ordre de choses, non-seulement cette Législature démocratique dont le *Republican* parle si légèrement et si étourdiment, n'eut point laissé de dette pour son propre compte, mais elle eut encore autorisé une grande partie de celle qui existait avant la guerre et qui n'était point de son fait.

Il y a bien autre chose qui renverse ici les calculs bouffis du journal officiel. La presque totalité de la nouvelle dette eut été éteinte si la taxe ordinaire se fut payée comme autrefois. Mais la Législature démocratique, dans sa sollicitude paternelle pour les familles de planteurs, dont la majeure partie avait été ruinée de fond en comble par la guerre et ses conséquences, ne pouvait point employer les moyens de rigueur en usage aujourd'hui. Au lieu de poursuivre les contribuables retardataires, elle leur donnait du temps et le trésor en souffrait nécessairement. Les arriérés en devinrent considérables.

Ainsi, au 31 décembre 1868, les comptes de M. Wickliffe, corroborés par ceux de M. Graham, son successeur immédiat, portaient cet arriéré de taxes à $4,188,494. Remarquons que beaucoup de paroisses n'avaient pas été assessées et ne payaient pas de taxes. Ces paroisses assessées comme les autres eussent donné, d'après l'estime de M. Wickliffe, un revenu de $1,580,000. Cela composait avec les autres taxes non payées, un montant de $5,789,424 à collecter pour les administrations futures. La Législature démocratique n'a donc pas laissé l'Etat endetté sans laisser de quoi le combler amplement.

C'est pourtant à propos de ce déficit que le *Republican* tâche de faire un grand bruit et qu'il parle avec tant d'amertume de l'origine de la dette. Nous venons d'expliquer toute l'affaire en ramenant à sa juste valeur. Dans les $5,200,000 passées de dette capitalisée, il faut comprendre un million pour le compte de la Législature républicaine de 1864 ; à part cela, nous acceptons volontiers la responsabilité financière qui incombe à la démocratie pendant les courtes années où elle a été représentée depuis la fin de la guerre.

Cette responsabilité est bien peu de chose si on la compare à celle qui pèse sur les Législatures Warmoth et radicales. Comptons et mettons tout au grand jour :

Au 1er juin 1871, M. Graham récapitulait ainsi les dettes de l'Etat :

Bons d'Etat à servir et à rachéter	$10,188,300 00
Bons pour lesquels l'Etat est éventuellement responsable	6,573,032 58
Dettes diverses	5,187,401 58
Bons accordés comme assistance avant 1871	12,345,000 00
Total	$34,293,734 16

Il y a donc en, sur la dette laissée par la Législature démocratique, et dans l'espace de deux ans et demi de représentation radicale, une accumulation de près de 32 millions. C'est aller assez vite en besogne et le *Republican* doit être satisfait de la largesse des législateurs dont il était et dont il est encore le champion officiel.

Mais ce n'est pas tout ; au 1er juin 1872, l'auditeur Graham arrêtait le compte à 41 millions ; il faut ajouter à cela deux autres années et ces deux dernières années, jusqu'en juin 1874, donnent 13 millions de plus, ainsi qu'il appert du rapport fait par la commission d'expertise nommée par M. Kellogg. Cette commission porte le grand total des dettes de l'Etat à $58,621,545 67, ou à près de 58 millions, contre les 8 ou 9 millions de la Législature démocratique en comprenant dans ces 8 ou 9 millions les 4 millions de la dette avant la guerre. Différence 45 millions en 6 ans seulement. C'est honnête. Qu'en juge maintenant de l'exactitude et de la bonne foi du journal officiel !

Mais ces résultats ne peuvent surprendre quand on veut bien se rappeler la sans façon relineux avec lequel les législatures radicales traitaient les affaires d'Etat. Nous en reproduirons quelques traits pour l'instruction de tous et pour l'instruction du journal officiel en particulier :

En 1868 l'assemblée générale coûtait $85,000 ; les collecteurs $75,000 et les assesseurs $35,000. En 1869 l'assemblée générale coûtait $170,000, les collecteurs $40,000 et les assesseurs $50,000. Voilà les frais de la démocratie. Voici maintenant les frais du républicanisme radical :

En 1868 l'assemblée générale coûtait $550,000, les collecteurs $110,000 et les assesseurs $115,000.

En 1870, l'assemblée générale coûtait $593,000 et en 1871 $647,000, les collecteurs $174,000 et les assesseurs $171,000.

En 1870, il y eut une session extraordinaire qui éleva les frais de l'assemblée à $722,000.

Tous les frais encourus, dit M. Graham, pour la représentation législative, pendant la session de 1871, paraissent avoir été portés, autant qu'on a pu l'établir, à $959,956 ou à $311,516 au delà de toutes les allocations votées.

Cette dépense colossale a été prouvée par les warrants délivrés par M. Pinckney Smith, commissaire warrants. Il y avait $767,192 pour la chambre, et $191,763 pour le sénat.

Pour l'année 1869, il fut alloué à l'imprimeur de la paroisse d'Orléans $991,953. En 1870, $196,629, et en 1871 $217,085, en tout $975,665.

Pour les journaux officiels des paroisses, il fut alloué $157,591 en 1869 ; $147,891 en 1870 et $190,213 en 1871. Total $665,213, et grand total, en 3 ans, $1,140,881.

Quant au pénitencier, c'est fabuleux. Cet établissement a coûté à l'Etat de 1869 à 1871, $796,080.

Ces citations suffisent pour faire comprendre comment en 6 ans, une dette de 8 ou 9 millions s'est élevée à 58 millions. Nous conseillons au journal officiel de ne plus attaquer un pareil chapitre.

UNE GRAVURE DE MARINE.—Nous avons sous les yeux une magnifique gravure de marine qui nous a été envoyée de New York. Elle représente un des grands steamers du "Pacific Mail Steamship Company" le *City of Peking*, splendide bâtiment de 425 pieds de long et de 5,500 tonneaux. Il est représenté à son départ de Sandy Hook naviguant à toute vapeur et toutes voiles déployées, dans une mer agitée. Un yacht et un bateau pilote occupent la droite du plan, et à gauche on aperçoit dans le lointain un steamer et un navire à voiles.

C'est donc une véritable marine que représente cette gravure sur acier. L'exécution artistique en est très heureuse. La perspective est bien observée ; les bâtiments et surtout le steamer principal sont exécutés avec un fini remarquable. La mer est bien rendue ainsi que le ciel qui est orageux et la lumière est fort bien distribuée dans l'ensemble et les détails. C'est une œuvre artistique qui fait le plus grand honneur à MM. Homer Lee & Co. de New York qui en sont les auteurs. Ces artistes graveurs ont déjà une réputation acquise et ils ont remporté le premier prix à l'exposition de Vienne en 1873. Le *City of Peking* ajoutera encore à leur renom.

GRAND DÉBALLAGE DE MARCHANDISES SECHES.—Nous recommandons à l'attention du commerce de détail l'annonce de MM. L. H. Gardner & Cie., rue Gravier Nos 105 et 107 et rue de la Commune No 92, qui mettront en vente le 1er septembre un stock frais et complet et un assortiment recherché de tous les articles qui se rattachent à leur commerce. Ce stock, par son abondance et sa richesse, offrira un attrait extraordinaire, et cet attrait sera encore augmenté par la libéralité de la maison Gardner dont l'intention est d'accorder un escompte spécial aux acheteurs qui payeront comptant. Nous engageons les marchands de la ville et de la campagne à faire leur profit de l'annonce dont il est question, et qu'ils trouveront dans notre numéro d'aujourd'hui.

☞ Le "Vegetable Sicilian Hair Renewer "rénovateur de la chevelure) de Hall, est la meilleure préparation connue pour préserver les cheveux. Faites en l'essai.

Louisiane.

Nous empruntons au *Sucrier de la Louisiane* les paragraphes suivants :

SÉRÉNADE.—Le télégraphe ayant annoncé la nomination, à la convention de Baton-Rouge, de notre digne concitoyen, M. Joseph A. Breaux, comme candidat au Congrès pour le 3me district, ses nombreux amis voulant l'en féliciter, se sont réunis en grand nombre, et accompagnés de la bande de musique de la Nile-Ibérie, ont été lui donner une sérénade hier soir, vers dix heures. M. Breaux répondit à cette politesse, par quelques paroles bien senties, et les invita à entrer chez lui. Après avoir pris part à quelques rafraîchissements, on se sépara en souhaitant au candidat tout le succès qu'il mérite.

TUÉ PAR LA FOUDRE.—Le tonnerre a tué, vendredi de la semaine passée, un Français nommé Dénos, employé comme palefrenier sur l'habitation Peebles. Lorsqu'il a été frappé, il était à cheval et passait près de l'habitation de M. Toussaint Duplantis ; la mort a été instantanée ; le cheval a été tué du même coup, et d'après le rapport de M. Duplantis, l'homme et le cheval sont tombés simultanément, et ne firent aucun mouvement ensuite. Une vache qui était à une distance d'une cinquantaine de yardes, a, chose singulière, été tuée du même coup. Le défunt était nouveau dans le pays, et ne laisse, à ce que l'on nous dit, pas de famille.

UN OURAGAN.—Il y a eu vendredi passé huit jours, que la Nile-Ibérie et les environs, furent exposés à un ouragan terrible, du peu de durée heureusement, le tonnerre et un vent furieux, caubenot de sérieux dommages aux récoltes qui s'y trouvent exposées. Quelques maisons furent renversées, entre autres, l'institut Wakefield, qui avait été construit par la population de couleur. Sa destruction est complète ; mais comme la bâtisse était loin d'être finie, et de plus, mal construite, il y a peu à regretter.

Nombre de toitures ont été plus ou moins avariées ; des arbres abattus, et plus triste à dire, un homme jué par le tonnerre, qui du même coup a tué aussi un cheval et une vache. Comme cette tourmente était très restreinte, le dommage causé aux récoltes n'est pas grave. Une pluie qui a succédé à la tempête a fait le plus grand bien, compensant et au-delà le dégât causé par le vent.

VOLEUR D'ANIMAUX PENDU.—Les voleurs d'animaux, dans quelques localités, semblent augmenter en nombre, et les citoyens sont obligés d'avoir recours aux moyens les plus expéditifs, afin de protéger leurs propriétés. De là résulte la formation de comités de vigilance, qui, dûment organisé des patrouilles régulières. Une d'elles, dans sa ronde il y a deux semaines, surprit un flagrant délit, un nègre volant un bœuf, et comme précédemment, dans le cas de [illegible] blance, surpris aussi sur le fait, on lui [illegible]ma ainsi qu'à ceux d'avoir à quitter [illegible]s. Loin de suivre l'exemple des bl[illegible]s, qui ne se firent pas dire deux f[illegible]s, il vint à la Nile-Ibérie, et à ce que l'on dit, d'après l'avis que lui donna un Radical, essaya de rassembler une troupe de gens de couleur pour aller à Pause-Pointe, afin de *nettoyer* et *draperer* le comité de vigilance ; mal lui en prit, car ceci vint aux oreilles du comité, et le résultat en est qu'il fut arrêté de nouveau, reconnu coupable dans les deux cas, et finalement pendu.

Nous déplorons, autant que qui que soit, la nécessité d'une justice aussi sommaire ; mais trop de criminels ont déjà échappé d'une manière ou d'autre, à la punition qu'ils méritent. Il est donc indispensable, que quelques exemples viennent mettre un arrêt à leur audace et à leurs déprédations.

CHASSE A LA HACHE.—Nous lisons dans le *Sucrier de la Nouvelle Ibérie* :

Le chasseur le plus heureux que nous connaissons, est M. Gordy, du bayou Salé. Il y a deux semaines, quelques nègres firent partir un chevreuil, qui paissait avec les vaches dans la savane de M. Hudson, et passa près de M. Gordy, qui alors coupant avec force, il eut le bonheur de trancher l'épine dorsale de l'animal, qui s'affaissa immédiatement.

LES LEVÉES.—Nous lisons ce qui suit dans le *Sucrier de la Nouvelle Ibérie* :

Nous avons obtenu d'importantes informations au sujet des levées du Mississipi, que nous communiquerons à nos lecteurs la semaine prochaine. Ceux qui comptent sur les levées trouveront peut-être décidé compter qu'elles seront reconstruites à temps pour sauver les récoltes la semaine prochaine.

MEUBLEZ-VOUS.—La saison d'affaires va arriver ; il va falloir recevoir amis et clients. C'est donc le moment de renouveler ou de compléter le mobilier de la maison. On peut le faire à bon marché en s'adressant à Jos. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido.

Les meubles qu'il fabrique sont bien faits, solides et élégants de forme, allez donc chez Hubbard.

ALLOCUTION DU GÉN. DE CLOUET.

Voici le texte de l'allocution du général Alexandre De Clouet à la Convention de Baton Rouge ; nous traduisons de l'anglais.

Messieurs—Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait.

Veuillez me permettre de vous adresser quelques observations. J'espère que vous les recevrez avec l'indulgence que vous avez montrée en m'appelant à présider à l'organisation préliminaire de ce corps. Je sais, je sens que je ne dois cette flatteuse distinction ni à mon expérience, ni à mon habileté ; je la dois à la pureté de mes intentions, à mon dévouement aux intérêts, aux droits sacrés de notre Louisiane bien aimée, aux prérogatives inaliénables de notre race.

C'est je crois, le grand capitaine du Sud, l'héroïque et immortel R. E. Lee, qui a dit que le mot *devoir*—devoir—est le plus beau de la langue anglaise. Aujourd'hui, en présence de la crise d'où dépend notre sort, cette sage et solennelle parole trouvera de l'écho dans le cœur de tout véritable Louisianais.

Le moment est venu pour nous d'accomplir une des plus saintes missions ; aussi les représentants du peuple—des propriétaires, des hommes intelligents, véritables citoyens de l'Etat—comprennent-ils, à cette heure décisive, toute la valeur de ce mot *devoir*—c'est-à-dire la sublime idée de la conciliation et du désintéressement, l'inébranlable détermination de maintenir nos droits à quelque prix que ce soit, un effort tendant en même tout, une opinion cordiale et fraternelle, enfin la rédemption de notre mère, les bienfaits d'une administration sage et honnête que dirigera la race blanche restée suprême.

Délibérons avec ce calme que produit l'harmonie ; votre tâche et la mienne seront alors faciles et agréables. Faisons notre devoir—notre devoir tout entier—et nous ne saurons manquer de triompher dans cette lutte à mort de la justice contre l'oppression, contre une odieuse usurpation qui a déshonoré et souillé le grand principe du gouvernement républicain. Unis de cœur et nous tenant par la main, présentons-nous devant nos commettants avec la conviction d'avoir fidèlement rempli notre mandat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les hommes enregistreurs de M. Kellogg.

M. Kellogg a donné sa liste d'enregistreurs pour les différentes paroisses de l'Etat et les différents wards de la Nouvelle-Orléans.

Ce sont tous, nécessairement, des hommes impartiaux, qui préféreraient mourir plutôt que de ne pas remplir leur mandat consciencieusement et loyalement.

Nous ne nous occuperons pour le moment que des enregistreurs nommés pour la Nouvelle-Orléans.

Voici leurs noms :

Premier ward—Perry R. Emerson.
Second ward—Thomas H. Wynn.
Troisième ward—Daniel A. Rose.
Quatrième ward—A. J. Kenner.
Cinquième ward—L. D. Larrieu.
Sixième ward—J. B. Roudanez.
Septième ward—N. B. Hutton.
Huitième ward—Edmond V. Leclair.
Neuvième ward—Jas. H. Dougherty.
Dixième ward—Michael J. Connor.
Onzième ward—E. B. Baquié.
Douzième ward—Thos. K. Flanagan.
Treizième ward—P. J. Maloney.
Quatorzième ward—W. H. Finnegan.
Quinzième ward—W. H. Loan.
Seizième ward—Léonard Williams.
Dix-septième ward—Jacob Gerber.

Nous avons voulu connaître plus particulièrement les dix-sept honnêtes citoyens auxquels M. Kellogg accorde son patronage, et nous avons eu recours au "New Orleans City Directory" pour nous renseigner à ce sujet.

Voici ce que nous avons trouvé dans ce précieux volume des deux cent mille adresses :

1.—Perry R. Emerson, chef des charretiers, Bureau des rues.—Un homme contrôlé naturellement par James Lewis, administrateur du département des améliorations.

2.—Thomas H. Wynn, inspecteur de douane.—Un homme de Packard.

3.—Daniel A. Rose, commis de poste,—employé fédéral.

4.—A. J. Kenner, officier de la douane,—second homme de Packard.

5.—L. D. Larrieu, inspecteur de la douane et troisième homme de Packard.

6.—J. B. Roudanez,—le docteur de couleur bien connu.—Radical.

7.—N. B. Hutton, employé comme gardien de "Importers bonded ware-house No 4,"—radical plus que probablement, mais pas connu.

8.—Edmond V. Leclair, demeurant coin Remparts et Champs Elysées—jusqu'à présent inconnu de nous, mais pas de Kellogg.

9.—James H. Dougherty, inspecteur de la douane et quatrième homme de Packard.

10.—Michael J. Connor,—commis chez Simms & Levy, 5 et 9, rue Fulton.—Inconnu.

11.—R. B. Baquié, commis au Bureau des rues et second homme de James Lewis, administrateur du département des améliorations.

12.—Thomas K. Flanagan, Bureau des placements, 120 Carondelet.—Radical.

13.—P. J. Maloney, assesseur d'Etat du sixième district—un homme de Kellogg.

14.—W. H. Finnegan, employé de la douane et cinquième homme de Packard.

15.—W. F. Loan, maître du port, et dans la dépendance des meneurs radicaux.

16.—Léonard Williams, demeurant au coin des rues De Armas et Milleudon à Carrollton—radical.

17.—Jacob Gerber, député shérif et demeurant à Carrollton.

Voici les hommes que Kellogg a choisis comme enregistreurs pour la paroisse d'Orléans au milieu d'une population de deux cents mille âmes !

Aura-t-il l'audace de dire qu'ils donneront toute satisfaction à ceux qu'ils a gouvernés depuis deux ans, par la fraude et avec l'aide des baïonnettes fédérales, et qu'il prétend continuer à gouverner encore par les mêmes moyens ?

Les enregistreurs que le pseudo a nommés dans les campagnes valent probablement ceux de la ville, mais nous ne les connaissons pas assez bien pour en parler sciemment.

Peu importe, d'ailleurs, les enregistreurs de M. Kellogg : Le peuple de la Louisiane est fermement résolu à ne plus être dépouillé de ses droits, et il saura exprimer sa volonté aux élections de novembre, en dépit des obstacles suscités par l'usurpateur.

Les taxes de St. Lacroix.

M. François Lacroix, un homme de couleur et l'un des plus grands propriétaires fonciers de la Nouvelle-Orléans, est en guerre depuis des années avec la ville, relativement à ses taxes qu'il ne veut jamais payer.

Cette année, le conseil municipal avait réussi à pousser M. Lacroix dans ses derniers retranchements. Ses propriétés avaient été saisies et annoncées en vente par le shérif ; bref, la ville semblait décidée à se faire payer.

Il y a eu un compromis de fait, cependant, et M. Lacroix a obtenu de faire vendre un tiers de ses propriétés à terme par un encanteur, afin de s'acquitter de sa dette.

Il n'a pas rempli son contrat. Une trentaine de maisons qui été vendues aux enchères publiques, il est vrai, mais M. Lacroix a refusé de se désaisir des titres de propriété en faveur des nouveaux acquéreurs, et ceux-ci ont dû annuler la vente.

Tout est donc à refaire. La ville annonce positivement sa détermination de se faire payer. Les propriétés de M. Lacroix seront de nouveau saisies, et le shérif officiera cette fois, sans pitié et sans écouter ni plaintes ni réclamations.

Il est sans doute bien pénible pour M. Lacroix d'être dépossédé de la sorte ; mais, enfin, nous devons les taxes énormes qu'il nous a coûté bien considéré, M. Lacroix est bien moins à plaindre que la pauvre veuve que le fisc chasse, de sa maison, ou que le malheureux qui n'a qu'un lopin de terre et qui se le voit enlever pour satisfaire la rapacité des misérables qui ont eu pour chef de file Warmoth et qui l'ont remplacé actuellement par M. Kellogg.

LE MÉURTRE DE JOHN SCHAUFFER.

Un ex-sénpegnon de Bertin mortellement blessé.

Vers quatre heures et demie, hier après midi, John Schaufer, alias Snapper, bien connu de la police, pour la part qu'il a prise, avec Bertin et autres, dans le vol qui a été commis dans le magasin de MM. Fernandez et Villa, il y a quelques années, s'est pris de querelle avec un certain John Schayles, dans le café de M. Lucien Payret, au coin des rues Toulouse et Bourbon, et a été mortellement blessé. Le meurtrier a été arrêté et conformé à la station de police du 3ème precinct.

Notre reporter en apprenant ce fait, a essayé de voir le prisonnier, mais n'ayant pas réussi, il s'est rendu au café de M. Payseé, où tous les renseignements lui ont été fournis.

Il paraît que John Snapper, John Schayles et un autre homme que l'on dit se nommer Jim Ford sont entrés vers quatre heures dans le café en question pour se rafraîchir.

L'un des trois a proposé ensuite une partie de billard, et pendant qu'ils jouaient, ils ont commandé encore deux fois à boire.

Quand le quart d'heure de Rabelais est arrivé, John Snapper s'est approché du comptoir et y a déposé un billet de 50 sous, en disant au garçon de se payer.

Celui ci a déclaré qu'il avait servi neuf verres et qu'on lui devait 90 sous. Snapper a répliqué assez poliment qu'il voulait bien payer sa part qui se montait à 20 sous, mais pas celle de ses deux compagnons.

John Schayles s'est avancé alors et a dit que le garçon était un menteur et qu'on ne lui devait rien. Celui-ci, ainsi apostrophé, s'est encore adressé à Snapper en lui demandant s'il n'était pas vrai que la consommation se montait à 90 sous.

Snapper a répondu que le garçon avait raison et que ses deux compagnons lui devaient solidairement sous. Quant à moi, a-t-il ajouté, j'ai payé ma part, trente sous, et on n'aura pas davantage de moi.'

John Schayles a traité alors John Snapper de menteur, et les deux hommes se précipitaient l'un sur l'autre, quand le troisième personnage qui les accompagnait, que l'on suppose être Jim Ford, les a séparés, et tirant un billet de sa poche, il l'a présenté au garçon, en disant : payez-vous et que tout cela finisse.

John Snapper est resté appuyé sur le comptoir et John Schayles l'a apostrophé de nouveau. Une querelle s'est engagée aussitôt et ils en sont venus aux mains.

Snapper, qui est taillé en hercule, avait évidemment l'avantage. Il a vu Schayles qui portait la main à sa ceinture et lui a crié, "je sais que vous avez un couteau, mais n'essayez pas de vous en servir." En ce moment même, il a reçu un coup de poignard qui a été suivi de cinq autres.

Il n'est pas tombé, mais il s'est couché contre le comptoir, pour y trouver un point d'appui, sans prononcer une parole.

John Schayles est sorti par la porte de la rue Bourbon et il allait s'éloigner quand quelqu'un l'a désigné à un officier de police qui l'a arrêté.

John Snapper, peu de temps après, est sorti à son tour de chez lui, sans être aidé de personne, et s'est dirigé, en chancelant à chaque pas comme un homme ivre, vers la pharmacie de M. F. Chavel, au coin des rues St. Pierre et Dauphine, où il s'est fait donner les premiers soins. Il y est resté une demi-heure et a été transporté ensuite à sa résidence, rue Toulouse, entre Prieur et Johnson.

Notre reporter, espérant avoir d'autres détails, s'y est rendu vers sept heures et demie du soir.

Il a trouvé une maison délabrée, et après avoir escaladé un escalier vermoulu il est entré dans une chambre où, dans un lit, gisait John Snapper. Le malheureux ne pouvait déjà plus parler et le docteur John J. Castellanos qui avait été appelé à son chevet, a déclaré qu'il était douteux qu'il pût passer la nuit. — Une des blessures a produit une hémorrhagie interne et le poumon gauche a été traversé.

Le meurtrier est à la station du 3ème precinct, où il attend qu'on le juge. L'homme aux trois jours, duquel il a attesté n'était certes pas recommandable, mais son crime n'en est pas moins aussi grand et il doit en rendre compte à la justice des hommes.

Un incendie.

Le feu s'est déclaré vers trois heures, hier matin, dans le département des modèles de la fonderie de Golding, coin des rues Delord et Peters.

Le toit seulement de la bâtisse a été consumé et les pertes qui auraient pû être très considérables ne dépassent pas $1,000.

Concert, danse et feu d'artifices.

Il y aura demain, et dimanche 6 septembre, promenade, concert et soirée dansante aux Fair Grounds, le tout suivi d'un magnifique feu d'artifices. Nos remerciements aux directeurs de la fête pour les billets d'entrée qu'ils ont eu l'obligeance de nous adresser.

TEMPERATURE.—28e août 1874.

Thermomètre de C. Durame, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	80	27
12 M.	91	33
3 P. M.	93	34
6 P. M.	90	32

LES ENREGISTREURS DE KELLOGG.

Le Republican publie la liste suivante des enregistreurs déjà nommés par Kellogg :

PAROISSES.

Ascension—Non désigné.
Assomption—Alex. Desmond.
Avoyelles—L. A. Boyer
Est Baton Rouge—O. H. Foreman.
Ouest Baton Rouge—R. H. Colwell.
Beauvilles—Louis Rabburn.
Bossier—G. H. Walker.
Caddo—William McKenna.
Calcasieu—J. B. Bevenge.
Caldwell—J. Wesley Mayfield.
Carroll—Robert M. Lackey.
Cameron—L. J. Tenney.
Catahoula—G. G. Ballard.
Claiborne—Sol. B. Blackburn.
Concordia—J. A. Washington.
De Soto—E. A. Dewees.
East Feliciana—L. A. Burgess.
Ouest Feliciana—Non désigné.
Franklin—A. F. Gaborn.
Grant—Kindred J. Hervey.
Iberie—L. Leodice Fonsellieu.
Iberville—F. V. Deslonde.
Jackson—W. C. McDonald.
Jefferson (rive gauche)—Q. T. Conner.
Jefferson (rive droite)—W. G. Steele.
Lafayette—J. N. Judice.
Lafourche—William Murrell.
Lincoln—J. A. Greene.
Livingston—E. M. Bonligny.
Madison—W. W. Johnson.
Morehouse—Samuel W. Kelly.
Natchitoches—P. W. Holmes.
Ouachita.—J. Emmenger.
Plaquemines.—Non désigné.
Pointe-Coupée.—J. P. Harris.
Rapides.—E. J. Harrel.
Rivière Rouge.—Clark Holland.
Richland.—James W. Yarborough.
Sabine.—Gorham Munson.
St Bernard.—S. P. Fasende.
St-Charles.—G. Kabinolia.
St-Hélène.—John B. Davis.
St-Jacques.—Napoléon Underwood.
St-Jean-Baptiste.—Charles Vial.
St-Landry.—James J. Thompson.
St-Martin.—Louis Laloire.
Ste-Marie.—Ed. T. Fleurot.
St-Tammany.—Charles Morgan.
Tangipahoa.—James H. Cason.
Tensas.—C. S. Kinney.
Terrebonne.—J. W. Board.
Union.—J. M. Lee.
Vermillion.—B. L. Brookshier.
Vernon.—James H. Ward.
Washington.—A. M. Rheames.
Webster.—C. A. Bolon.
Winn.—James P. Beldhermer.

On trouvera dans notre chronique locale le nom des enregistreurs pour la Nile-Orléans.

REVUE ANNUELLE
Commerciale et Financière.

Nous publierons, dans notre numéro du 1er septembre, notre Revue Commerciale et Financière annuelle, et nous apporterons les plus grands soins à ce travail afin qu'il soit aussi exact que possible.

Nous prions les négociants qui désirent insérer leurs annonces dans ce numéro, qui sera tiré à un grand nombre d'exemplaires, de nous les envoyer le plus tôt possible. Les personnes qui désireront un certain nombre d'exemplaires de l'Abeille du 1er septembre, sont priées de nous envoyer leurs ordres à l'avance.

VEUILLOT ET BAZAINE.—*L'Univers* publie sur l'événement les réflexions suivantes :

Il est très fâcheux pour le gouvernement de ne savoir pas même rançonner ses prisonniers ; mais il sait garder si peu de choses, qu'on ne songera pas même à lui reprocher cela.

Quant au maréchal Bazaine, il était dans son droit le plus évident, et il paraît avoir exécuté sa sortie avec autant de résolution que de bonheur.

Nous sommes bien loin de blâmer de cette aventure. Il est permis à un maréchal de France de se sauver par la fenêtre d'une prison d'Etat et de risquer, à ses risques, le bienfait d'une commutation de peine qui le condamnait à mourir vingt ans. De telles grâces, non demandées, ne lient pas par la reconnaissance ; si l'on voulait qu'il ne s'échappât point, il fallait le fusiller ou le mettre dehors. Il s'ennuyait, il avait peut-être quelque chose à faire ; il est parti.

Nous avons dans l'esprit que la vie de ce vaillant homme de guerre n'est pas terminée, et que son évasion pourrait être une entrée en campagne ailleurs que chez nous. Il peut retrouver un champ de bataille où seront le Prussien et le pétroleur. Ce qui est certain, c'est qu'il y a des gens quelque part à qui s'offre une occasion de changer considérablement les plans de la diplomatie.

LOUIS VEUILLOT.

—On écrit d'Ermatingen au *Continental Herald* :

L'arrivée de l'impératrice Eugénie à Arenenberg a rompu la monotonie de notre paye. Les châteaux d'Eugensberg, de Gottleben, Manenbach et Charlottenfels, et toutes les magnifiques villas du voisinage ont été peuplés comme par enchantement. Tous ceux qui à un titre quelconque appartiennent à la vieille noblesse de notre canton ou des cantons limitrophes sont accourus vers ce district, afin de se trouver dans le voisinage de la noble visiteuse, et de lui présenter leurs condoléances. Mardi dernier, l'ex-impératrice a reçu un grand nombre d'hôtes illustres.

Toute la journée, de gais équipages et de bruyantes cavalcades traversaient nos rues, si paisibles d'ordinaire. On dit que le séjour de l'impératrice et du prince impérial se prolongera au delà de la période fixée et que jour visite à Bade est ajournée indéfiniment.

Aidez la nature à réagir.—Après un accès de fièvre ou d'autre maladie aiguë et lorsque la nature s'efforce d'amener une réaction du système affaibli, il faut aider aux efforts à l'aide de tonique végétal modèle de Peyruse, les "Hostetter's Stomach Bitters." Rien de ce qui est connu dans la médecine ou la pharmacopée n'active la convalescence comme ce fortifiant. Les personnes qui ont été accablées par les effets d'une maladie de longue durée recouvrent leur petite force et leur gaieté perdues en moins de la moitié du temps qu'il ne leur en faudrait sans cet auxiliaire. C'est le plus réconfortant connu bien que le plus innocent des stimulants médicamentés, et comme remède contre bien des maux provenant de la dyspepsie, les affections biliaires, de la constipation, des maladies nerveuses &c., il n'a pas d'égal dans la pharmacie. Là où tous les autres tonics ont échoué, il obtient une guérison.

SERVICE FUNÈBRE.

Il sera célébré à l'Evêché, un service funèbre pour le repos de l'âme de feu PAUL RICAU, le LUNDI, 31 août, à 7 heures du matin. Les amis et connaissances des familles Ricau, Deschères et Ricau sont priés d'y assister.

GRAND DEBALLAGE.

LE GRAND

Dépôt de Fourneaux de Cuisine

1er Septembre 1874.

DU SUD.

Le Nouveau Fourneau de Cuisine

L. H. GARDNER & CO.

—DIT—

LE BUCK'S BRILLIANT

(PERFECTIONNÉ)

Surpasse tous les autres

SOUS LE TRIPLE RAPPORT

—DE LA—

Durée, d'Economie de Combustible,

—ET—

De la Cuisson.

Les personnes qui donneront notre Bureau avant qu'il le déménage des chambres à feu d'abord, l'établissement, ce qui, dans beaucoup de cas, serait le fournisseur particulier inutile. On a décidé à cela par des NOUVELLES PLAQUES DE FER REFROIDI ; ces plaques se trouvent dans le BUCK'S BRILLIANT qui dure CINQ FOIS PLUS que les fourneaux ordinaires dont les plaques sont en FONTE.

NE SE VEND ACHETE PAS UN AUTRE !

NE S'EMPLOYE PAS UN AUTRE.

ET ACHETEZ LE

Chez

H. HALLER.

40.....RUE DU CAMP.....40

NOUVELLE-ORLEANS.

Marchands en gros,

Recevront prêts, le 1er septembre ; ils offrent un stock frais et complet et un assortiment recherché de tous les articles qui se rattachent à leur genre de commerce, savoir :

ETOFFES A ROBES D'AUTOMNE,
CHALES, CASIMIRS,
COUVERTURES, JEANS,
FLANELLES, INDIENNES,
—et autres—
MARCHANDISES DE FONDS,
"NOTIONS," BONNETERIE,
—et—
LINGERIE DE MESSIEURS,

répondant aux besoins du commerce du moment.

Notre stock offrira, sous le rapport de la quantité et de l'assortiment, un

Attrait extraordinaire au commerce.

Bien que nos conditions et le CREDIT bien que toujours notre libéralité, nous accorderons un escompte spécial aux personnes qui solderont au comptant.

Nous signalons nos articles à l'attention des marchands de la ville et de la campagne : nous nous engageons à les vendre à des prix moins modiques que par le passé.

La maison n'employe pas de commis ; nous comptons sur la bonté de notre stock, sur la bon marché auquel nous l'offrons et sur notre manière de diriger les opérations pour mériter le généreux patronage dont nous avons été honoré jusqu'à ce jour.

L. H. GARDNER & CO.,
Importateurs et Jobbers de
MARCHANDISES SECHES
ET DE "NOTIONS,"
Aux Nos. 105 et 107 de la rue G